

# L'École sans école

**Éducat**

C&F éditions

Autres ouvrages sur l'éducation dans la collection *Les enfants du numérique*

Anne Cordier

***Grandir connectés. Les adolescents et la recherche d'information***

ISBN 978-2-915825-49-7 – octobre 2015

Marion Carbillet & Hélène Mulot

***À l'école du partage. Les communs dans l'enseignement***

ISBN 978-2-915825-93-0 – avril 2019

Bérengère Stassin

***(cyber)harcèlement. Sortir de la violence, à l'école et sur les écrans***

ISBN 978-2-915825-94-7 – juillet 2019

Catalogue complet : <https://cfeditions.com>

Ouvrage publié sous licence édition équitable  
(<https://edition-equitable.org>).

ISBN 978-2-37662-025-9

Collection **Éducat**ions – ISSN en cours

C&F éditions, octobre 2021

35 C rue des Rosiers – 14000 Caen.

# L'École sans école

Ce que le confinement  
nous dit de l'éducation

**Éducat**

C&F éditions

Septembre 2021



# Table des matières

## Partie I : Participer p. 14

### **Lola**

Lettre au coronavirus p. 17

### **Céline Thiery & Élisabeth Schneider**

Le CuriozMag... Et si la culture participative aidait  
à traverser l'épreuve? p. 22

### **Hélène Mulot**

Des masques et moi p. 42

### **Hélène Paumier**

Décloisonner les disciplines et les âges en période  
de confinement p. 56

### **Stéphanie de Vanssay**

Le numérique est l'arbre qui cache une forêt de questions p. 70

Partie II : Accompagner p. 78

**Ilyès**

Journal de bord p. 81

**Gilles Braun**

La vacance mais pas les vacances... p. 86

**Delphine Riccio**

Au péril des apprentissages p. 96

**Camille Fée**

Faire École en Commun(s) p. 110

**Goundo Diawara**

Le cumul des obstacles : le confinement  
en réseau d'éducation prioritaire p. 120

**Serge Pouts-Lajus**

En finir avec le dualisme scolaire p. 130

Partie III : Connecter p. 140

**Shana**

Confinement p. 143

**Stéphane Bortzmeyer**

L'Internet s'est-il écroulé pendant le confinement? p. 144

**Pierre-Yves Gosset**

La place du numérique à l'école est à l'image de la place de l'école dans la société p. 152

**Olivier Ertzscheid**

OrwellTech p. 176

**Éric Bruillard**

L'École buissonnière confinée p. 186





# Expérience Covid

L'ÉCOLE, AVEC UNE CAPITALE, représente l'institution, la mission, le projet ainsi que les structures administratives et humaines qui le mettent en œuvre. L'école, avec la simple minuscule des lieux habituels, c'est le creuset au sein duquel les projets de l'École prennent forme. Que se passe-t-il quand on se retrouve avec une École sans école? Qu'est-ce qui se dévoile, rebondit dans toute la société et produit des désirs nouveaux pour les enfants comme pour les enseignants et les parents?

La crise sanitaire grave et inconnue, qui nous a conduit à un confinement total, est tombée sur l'école comme une chape de plomb, venant bouleverser le quotidien des élèves, des enseignants... et de tous les autres personnels qui participent à l'éducation des jeunes générations. Ce moment vécu collectivement laisse des traces profondes. Plutôt que de recourir à la métaphore facile et fourre-tout d'une «génération Covid», il nous semble plus intéressant de parler d'une «expérience Covid». Car cette période, et tout

ce qu'elle dévoile, nous permet de repenser le modèle scolaire et nous incite à lui imaginer un avenir différent.

Un premier aspect de cette expérience, celui qui a été largement commenté et relayé par les médias, concerne la transposition sur les réseaux numériques de la transmission de connaissances. Le modèle neuroscientiste, qui est dominant actuellement, a conduit tous les commentateurs à se focaliser sur le passage des cours au numérique. Les enseignants ont été jugés et évalués selon leur capacité à manier les outils, alors même qu'ils se retrouvaient isolés et dépendants de leur propre culture numérique, de leur simple expérience personnelle. Il fallait que la machine marche, que les élèves soient «pré-sents» derrière leur écran. Si les services numériques publics se sont écroulés sous la surcharge, les services privés ont pu, plus encore qu'à l'accoutumée, mettre un pied dans la porte de l'École. Pour que «ça marche», il a fallu s'incliner devant la magie des Google, Discord, Zoom et compagnie. Comme le dit la cellule de prospective de la CNIL : *«du jour au lendemain, nous avons tous migré aux États-Unis»*. Les plus aventureux ont essayé de rebondir sur les services libres, associatifs, en communs... qui justement n'avaient pas reçu précédemment le soutien public nécessaire pour pouvoir faire face, se retrouvant dans une situation aussi tendue que celle des services publics. Pour celles et ceux qui y avaient accès, la machine Internet a tenu, et c'est tant mieux. La période aurait été bien différente si nous n'avions pu conserver des relations sociales à distance, accéder à la culture, rester informés... Mais les services, les contenus, les méthodes ont eu beaucoup plus de difficultés. Si le «numérique» a bien sa place dans l'éducation, il est apparu clairement qu'il ne pouvait constituer l'armature d'un projet d'avenir, quoiqu'en disent les marketeurs des «EdTech» et celles et ceux qui répètent leurs discours au sein du système scolaire. L'expérience Covid permet de rendre plus visible et plus fort le besoin d'humanité et de relation plus que l'accès aux outils techniques; ou plutôt la nécessité de plonger les outils techniques dans un océan d'humanisme et de fraternité. Comme le dit danah boyd, la sociologue spécialisée dans les pratiques numériques des ados, les jeunes sont bien plus «accros» à la communication avec leurs amis qu'aux outils

---

numériques ; une situation et une dépendance que malheureusement ces derniers savent exploiter pour mieux s'enrichir, quitte à manipuler les affects des jeunes générations.

On a eu beau se faire les gorges chaudes de la « continuité pédagogique », c'est avant tout de l'isolement physique et relationnel qu'ont souffert les enfants et les adolescents. Et cela plus encore dans les familles dysfonctionnelles, dans les zones blanches de la connexion, dans les familles dont les parents ne pouvaient assurer la prise en charge pédagogique. Dans les discours culpabilisants, relevant de l'ado-bashing, nulle prise en compte de l'angoisse provoquée par cette pandémie, à l'époque inconnue et inquiétante, surtout pour celles et ceux dont les parents étaient les « têtes de corvée » et devaient sortir quand « tout » le monde restait à domicile. Et c'est pourtant sur ces jeunes en difficulté qu'est tombée l'opprobre : dans le discours public et les envolées médiatiques, ils et elles sont devenus des « décrocheurs ». Cette méthode qui consiste à faire porter la responsabilité sur les victimes est une pratique arrogante de plus en plus répandue, dans tous les domaines, symbole d'une société qui a perdu de vue la notion essentielle d'empathie, qui fait tenir ensemble, même dans les moments difficiles. Il est intéressant de noter combien, loin du discours d'autorité, les enseignants, et les autres personnels qui interviennent dans les écoles se sont mobilisés pour garder le contact, rassurer, téléphoner, maintenir le lien humain et le soutien bien au-delà de la transmission de connaissances.

Car l'École, qui est certes articulée autour de la transmission du savoir, remplit bien d'autres fonctions, passées sous silence, invisibilisées, au même titre que les personnels qui en ont la charge et qui avaient disparu des radars des médias. Éduquer, c'est aussi porter la jeunesse vers l'autonomie, les compétences relationnelles, l'inventivité, le plaisir, le bien-être, la capacité de jugement et *in fine* la citoyenneté. Cela se joue autant dans la cour d'école, où l'on apprend à se rencontrer, à se plaire ou s'agresser, à régler des conflits, à former des réseaux d'amitié, que dans la classe. Cela se joue à la cantine, dans la relation avec les infirmières ou les psychologues scolaires, dans le conseil délivré par un CPE au cours d'une discussion personnelle qui

---

va aider l'enfant à se construire. C'est dans l'autonomie interdisciplinaire d'un CDI que la découverte de ce qui n'est pas strictement « au programme » va pouvoir se jouer. Aucune vidéo YouTube ne pourra jamais remplacer cet impromptu qui fait grandir.

C'est cette absence de ce qui se vit à l'école, le lieu et son modeste « é minuscule ». C'est en ce lieu spécifique, avec tous les personnels qui y sont affectés (et souvent en nombre très largement insuffisant pour permettre l'éclosion d'une jeunesse active et autonome) que se nouent les missions de l'École. C'est en miroir l'absence d'un tel lieu qui doit se dire pour penser l'avenir de l'éducation : que s'est-il passé parmi les jeunes et la communauté éducative pendant le confinement qui peut nous aider, comme professionnels de l'éducation, mais aussi comme parents et citoyens, à imaginer l'École de demain et la géographie et l'architecture de l'école matérielle qui y répondra. Que s'est-il passé quand l'École s'est retrouvée sans école ?

Les articles réunis dans ce livre se veulent des constats, des comptes-rendus vivants de cette expérience Covid. Un ouvrage collectif qui ouvre la nouvelle collection *Éducat*ions de C&F éditions, une collection qui va prolonger le travail de débroussaillage autour des pratiques adolescentes engagé depuis 2015 dans la collection *Les enfants du numérique*, en se concentrant sur les aspects pédagogiques et institutionnels du numérique dans l'univers éducatif. Nous tenons à remercier tous les auteurs et autrices qui ont accepté de témoigner de ce qu'ils et elles ont vécu, pour que l'expérience Covid puisse infléchir le cours de l'École. Notre société est plongée dans l'écosystème numérique qui est devenu dominant. Elle est également appelée à faire face à de nombreuses crises sanitaires ou climatiques, pour lesquelles les compétences et les comportements ouverts, développant l'empathie, l'échange, le soutien mutuel se révèlent fondamentaux. L'expérience Covid nous a montré que ce sont ces compétences essentielles qui doivent tenir une place centrale dans l'univers de l'École, dans les locaux de l'école.





---

# Lettre au coronavirus

Par Lola, 15 ans, élève de seconde

J'ai écrit une lettre au coronavirus. Initialement, il s'agit d'un travail réalisé pour le cours de français. Pendant le confinement de mars à juin 2020, chaque matin sur France Inter, une personnalité livrait en trois minutes ses impressions du moment. Ces «Lettres d'intérieur» étaient lues à l'antenne par Augustin Trapenard.

<https://www.franceinter.fr/emissions/lettres-d-interieur-par-augustin-trapenard>

Voici un extrait de la consigne donnée par ma professeure de français :

«Vous vous affranchissez de la société pour vous retourner sur vous-même ou pour revendiquer un point de vue personnel. Vous écrivez une "lettre d'intérieur" entièrement libre adressée à la personne de votre choix sur le sujet de votre choix.»

J'ai choisi de m'appuyer sur le style du texte d'Amélie Nothomb «La mort n'est pas la cessation de l'amour» du 8 mai 2020 pour écrire cette lettre.

Baraqueville, le 17 avril 2021

Cher coronavirus,

Début 2020... tu as décidé de venir en France. Je respecte ta décision. Je te comprends : la France, pays des libertés où convivialité et bien vivre sont les maîtres mots. Mais sache que tu as gâché notre vie et mon adolescence.

Durant le premier confinement du printemps 2020, tu as fait des malheureux mais aussi des heureux, moi la première, je te l'avoue. Pour nous les ados, écoles fermées ça signifie quelques cours à distance ou en visio, plus de contrôles, plus de devoirs qui n'en finissent pas, peu de contraintes. Nous avons eu aussi une météo clémente... situation idéale! Plus de réveil le matin à 7 heures aux aurores, plus besoin de se coucher tôt le soir pour réussir le contrôle de français du lendemain, autorisation parentale de regarder des films le soir en famille ou ma série du moment sur Netflix. Un confinement, qui je trouve, est passé assez vite, un air de nouveauté flottait... J'en ai profité pour faire ce que je ne faisais pas forcément avant : j'ai aidé ma mère à cuisiner, mon père à s'occuper du jardin et de l'aménagement extérieur, j'ai joué avec mes petites sœurs plus souvent. J'ai aussi aidé ma petite sœur qui était en grande section à faire son travail : pour moi qui veux devenir professeure des écoles, cela n'était que bénéfique et j'y prenais du plaisir, je me suis régalée.

Après deux ou trois mois de ce nouveau mode de vie, au mois de mai, le gouvernement a décidé de nous laisser « sortir ». C'est ainsi que le retour au collège a eu lieu, le retour à une vie presque normale, je dirais. Pourtant, la fin de mes années au collège avait été bouleversée : les masques obligatoires, les demi-groupes pour ne pas être en classe entière. Et mon premier examen, le brevet, que j'étais fière de pouvoir passer, a été annulé. Mais personnellement, je n'ai pas trouvé tout ceci pesant. C'était encore le début, alors j'exécutais à la lettre ce que l'on me demandait de faire. Le plaisir était avant tout de retrouver mes amis. Je n'attendais qu'une chose : mon entrée au lycée et j'étais impatiente.



J'ai passé un été presque habituel et classique : plage ou piscine, copains, soirées et quelques restos en famille... malgré les mesures sanitaires à respecter, si bien que j'en ai presque oublié ton existence.

En septembre, ce fut enfin la rentrée au lycée, un gros changement pour moi qui était une ancienne collégienne. Ce passage que j'avais rêvé et que j'attendais impatiemment. J'allais rencontrer de nouvelles personnes et intégrer l'établissement d'une ville plus grande. Mais je n'avais pas imaginé que toi aussi tu rentrerais au lycée. Ton omniprésence m'a déçu. Je ne connaissais ni les locaux, ni mes professeurs, ni même mes nouveaux camarades de classe. Je les ai découverts masqués, je devais respecter un mètre de distance, autant te dire que ce n'était pas une entrée au lycée comme je l'avais imaginée! Mais j'ai fait avec, je me suis adaptée, j'ai accepté toutes ces nouvelles règles que tu imposais et appris à apprécier quand même ce nouvel univers. J'ai senti qu'en arrivant au lycée, nous avions plus d'autonomie par rapport au collège. Je découvrais de nouvelles matières, de nouvelles façons de travailler, de nouveaux espaces pour travailler comme le foyer ou le CDI.

Et puis, le mois de novembre est arrivé avec ses journées froides et humides, et alors tu as commencé à devenir envahissant au lycée. La direction a donc décidé de passer à un enseignement hybride pour quelques semaines seulement. Comme au premier confinement, j'ai accepté et me suis résignée bien que cela m'agaçât. Être en hybride cela voulait dire ne plus voir certains de mes amis, rester enfermée une semaine sur deux, sortir seulement entre deux cours en visio. Mais j'ai à nouveau positivé : une semaine sur deux à domicile, même si ce n'était pas les vacances, cela nous permettrait de souffler, de retrouver un peu de liberté dans nos horaires. Pour la troisième fois, j'en ai profité pour réaménager à nouveau ma chambre et mon bureau. En passant mes journées entières dans cet espace à travailler, j'avais besoin de changement et d'être à l'aise. J'ai cru que c'était une histoire de quelques semaines. Sauf que tu as décidé de rester dans le monde, en France et surtout dans mon lycée comme une sangsue.

Ne plus aller au lycée chaque semaine n'est pas le seul inconvénient que tu m'imposes. Je ne peux pas me retrouver avec mes amis

---

de peur de créer un «cluster» comme ils disent. Fini le sport, le ciné, le shopping et les pique-niques au jardin public. Donc mes amis et moi, jeunes adolescents, nous sommes condamnés à rester enfermés, pour éviter ta propagation! Te rends-tu compte de ce que tu nous imposes?

Ne plus voir personne, limiter les visites à ma propre famille, avoir un mode de vie semblable à celui d'un ermite depuis un an, ceci m'exécède fortement! Je suis jeune, j'ai besoin de sortir, de faire des rencontres et de voir d'autres personnes que mes parents et mes sœurs. Je pense que tu me privas des meilleurs moments de ma vie. Je ne te remercierai jamais, je te haïrai toujours et je t'en voudrai à vie d'avoir mis mon adolescence entre parenthèses.

Je ne sais pas où tu vas nous mener, quand vas-tu disparaître? Enfants, jeunes, adultes, personnes âgées, tout le monde se pose ces questions je crois. J'ai l'impression d'être entrée dans une bulle que je ne pourrai jamais quitter. Des vaccins ont été fabriqués pour éviter que tu te propages et éviter que les hôpitaux soient saturés. Cependant, la vaccination est longue et tu sembles même prendre de l'avance sur les scientifiques en mutant. Tu es encore là dans le monde entier aussi fort qu'au premier jour.

Au moment où je t'écris cette lettre, je suis confinée une troisième fois comme tout le monde en France parce que notre gouvernement pense que c'est la seule solution pour calmer tes ardeurs. On dit jamais deux sans trois. Donc j'espère que c'est la dernière! Heureusement, je continue de discuter avec mes amis à travers les réseaux sociaux, et si tu savais tout ce qu'on a pu inventer comme stratagèmes pour garder le contact : des défis Tik Tok, des appels groupés plusieurs fois par semaine, travail en groupe, travail devant la caméra à plusieurs pour nous motiver et nous aider. Tu ne vas pas nous empêcher de vivre, loin de là! Mais tout le monde en a marre d'entendre parler de toi qui nous pourris la vie. Nous devons nous plier en quatre pour éviter que tu te dissémines, alors que personne n'a demandé ta présence. Cela devient dur. Moi je résiste plutôt bien parce que j'aime l'école, j'aime apprendre, je suis curieuse et assez organisée. Mais pour

d'autres, le rythme s'essouffle, la solitude pèse. Il est urgent que tu nous laisses poursuivre nos études en paix.

J'espère ne plus jamais entendre parler de toi dans quelques années... quelques mois si cela était possible. Je voudrais t'oublier, une bonne fois pour toutes et que tu t'en ailles avant que tu fasses trop de dégâts, comme c'est déjà le cas d'ailleurs entre les malades longue durée, les décès bien trop nombreux, et les dégâts économiques que tu fais, entre les entreprises qui ferment et les gens qui se retrouvent au chômage.

Une vie confinée, ce n'est pas tout à fait mon projet de vie. Je te déteste au plus haut point de m'infliger de vivre ainsi. Je refuse ta présence plus longtemps et souhaite que tu disparaisses de nos vies. De toute façon, on va être plus forts que toi, tu verras. J'ai 15 ans, je veux profiter de ma jeunesse. Je vais devenir professeure des écoles comme prévu. Je vais voyager dans d'autres pays et découvrir le monde. Je vais profiter de mes amis et continuer de rire avec eux. J'ai besoin d'être pleinement heureuse, j'ai soif de liberté et ce n'est pas toi le minus qui va m'en empêcher. Je ne compte pas changer mes projets pour toi.

Lola

---

# Le cumul des obstacles : le confinement en réseau d'éducation prioritaire

Goundo Diawara



**Goundo Diawara** est secrétaire nationale et porte-parole du Front de mères, premier syndicat de parents de quartiers populaires. Elle est conseillère principale d'éducation dans un établissement situé en réseau d'éducation prioritaire depuis sept ans. Mi-

litante associative depuis plusieurs années, elle est par ailleurs investie – aux côtés de nombreuses organisations – sur la question des violences inter-quartiers et travaille sur le développement d'un réseau d'associations avec un fort ancrage local qui permettra d'œuvrer sur l'apaisement des quartiers dans lesquels nombre de jeunes se retrouvent emportés par ces violences.

**J**E SUIS CONSEILLÈRE PRINCIPALE D'ÉDUCATION dans un collège en réseau d'éducation prioritaire renforcé (REP+) depuis six ans.

Situé dans un quartier récemment classé « quartier de reconquête républicaine », mon établissement accueille près de six cent cinquante élèves, de la sixième à la troisième. Il est le support de trois dispositifs pédagogiques importants : une unité localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS TFC pour « troubles des fonctions cognitives »), un atelier relais (pour les élèves en voie de décrochage scolaire) et une unité pédagogique pour élèves allophones arrivants (UPEAA-ENS pour « enfants non scolarisés antérieurement »).

Mon collège accueille majoritairement des élèves issus de familles appartenant à des professions et catégories socioprofessionnelles défavorisées (près de 70 % d'ouvriers et inactifs), ce qui en fait un établissement de cœur de cible de l'éducation prioritaire. Ainsi, près de 60 % des élèves du collège sont boursiers (à titre indicatif, le pourcentage d'élèves boursiers au niveau académique est d'environ 20 %). Il est par ailleurs doté de moyens relativement exceptionnels – mais qui donnent la mesure des besoins – avec trois postes de CPE à temps plein, un poste d'assistante sociale en faveur des élèves à temps plein, deux postes d'infirmières à temps plein qui interviennent à la fois au

collège et dans les écoles du réseau, ainsi qu'un poste à mi-temps de psychologue.

En effet, une grande part de nos élèves présente des difficultés qui peuvent parfois conjuguer des problématiques scolaires, sociales, médicales ou judiciaires, expliquant la nécessité de ces moyens.

Ce collège REP+ accueille donc des élèves évoluant dans un quartier où la mixité sociale est inexistante (92% de logements sociaux, majorité de professions et catégories socioprofessionnelles défavorisées), avec toutes les conséquences que l'on connaît sur leurs conditions de vie, la qualité des services publics qu'ils trouvent et les moyens qui leur sont consacrés (ou pas) pour grandir et vivre décemment. Avec le temps et l'expérience, j'ai compris que lorsque l'on travaille dans une école desservant une population confrontée à de grandes difficultés sociales, on n'est jamais uniquement personnel d'enseignement ou d'éducation, le social constituant en réalité une large part de nos métiers.

En effet, lorsque j'accueille des familles et des élèves qui vont d'hôtels sociaux en hôtels sociaux, je ne peux pas seulement être CPE, du moins pas seulement au sens de nos circulaires de missions.

Lorsque je dois composer avec des enfants qui ne mangent pas toutes à leur faim, ou encore des jeunes filles pour qui les protections hygiéniques sont trop chères, être CPE prend un véritable sens élargi.

Lorsque certains élèves se confient sur les différentes formes de violences auxquelles ils sont confrontés, je ne peux pas être seulement du « personnel administratif ».

Ainsi, mon travail peut aller du démantèlement de réseaux de trafic de stylos quatre couleurs, jusqu'à la situation de signalement pour maltraitance, en passant par la gestion de situations de harcèlement.

Au quotidien, je peux autant être amenée à gérer les « petits bobos », qu'à prévenir le décrochage scolaire, mettre en place des médiations entre élèves pour désamorcer des conflits, accompagner à la construction d'un projet d'orientation, sauver des élèves d'une araignée ou d'un cafard qui passerait trop près du sac de cours, ou encore détecter des troubles des conduites alimentaires à la cantine. Chaque moment est une occasion de créer du lien avec les élèves et, même si

---

cela est parfois contesté, mon travail consiste également à offrir un cadre de protection allant jusqu'à la sécurité affective pour que les élèves soient les plus « disponibles » possible pour entrer dans les apprentissages.

En tout état de cause, je crois que mon métier consiste finalement à essayer de neutraliser au maximum toutes les *bonnes* raisons – et elles peuvent être nombreuses – que ces adolescents ont d'avoir d'autres priorités que l'École, qui parfois entre en concurrence directe avec leurs besoins les plus élémentaires.

## Ce que le confinement nous a appris sur l'École

Comme nous le redoutions, les semaines de confinement ont agi comme un véritable révélateur des conditions de scolarité et de vie des élèves et des inégalités qui leur sont inhérentes. Il est évident que personne – les familles comme les personnels d'enseignement – n'était préparé à une telle situation et cela a généré beaucoup d'angoisse pour les adultes comme pour les enfants.

Outre l'impréparation des institutions, il me semble important de rappeler ici que c'est la casse méthodique et la réduction des moyens alloués aux différents services publics (principalement hospitaliers mais aussi les services d'éducation) qui ont engendré la situation catastrophique à laquelle nous avons fait face. Casse des services publics que nous sommes nombreux·ses à dénoncer, contre laquelle nous luttons depuis des années, et que nous n'avons pas fini de combattre...

Ainsi, l'annonce de la fermeture des établissements scolaires a sonné comme un cataclysme car, en tant que personnels d'enseignement et d'éducation, nous savions que nous n'étions pas prêts. Malgré la communication ministérielle affirmant que c'était le cas<sup>1</sup>, nous ne savions pas selon quelles modalités techniques et pédagogiques nous allions pouvoir assurer l'enseignement à distance. Ce que nous savions bien, en revanche, c'était que tous nos élèves ne seraient pas en

mesure de travailler de chez eux, pour des raisons matérielles mais également sociales et psychologiques.

Nous savions que, bien qu'ils soient censés être une génération d'enfants nés dans le numérique, peu d'entre eux maîtrisaient suffisamment bien les outils informatiques (quand ils en avaient) pour que cet enseignement à distance soit efficace et leur permette de ne pas prendre de retard.

En milieu scolaire, cette situation exceptionnelle a vu les inégalités – déjà très profondes dans le système scolaire français comme nous le savons toutes – se creuser et mettre en lumière des conditions de vie si difficiles pour certaines familles qu'elles ne permettaient pas de répondre à leurs besoins les plus élémentaires, encore moins de bénéficier de la « continuité pédagogique » qui devait être garantie par l'Éducation nationale.

Le paradoxe est pourtant là : ce sont ces enfants, venant pour la majorité de quartiers populaires qui, du fait des inégalités préexistantes au confinement (non-remplacement de profs, etc.), avaient le plus besoin que cette continuité soit effective, et qui pendant le confinement étaient les moins disposés matériellement et psychologiquement (lorsque les parents travaillaient par exemple) à en bénéficier en raison de leurs conditions de vie.

La nécessité de la continuité pédagogique s'est en effet heurtée à des réalités diverses et complexes : logements exigus, impossibilité d'avoir un espace dédié au travail scolaire, matériel informatique inadapté aux travaux scolaires demandés, sentiment d'impuissance face aux nombreux travaux exigés par certains professeurs, difficultés d'organisation du quotidien avec des enfants stressés par le confinement, etc. Certains élèves disposaient par exemple du matériel informatique... mais avaient aussi des parents qui ont continué à travailler (ouvriers, aides-soignantes, éboueurs, agents d'entretien, caissières, etc.), avec toute l'anxiété que cela pouvait générer. D'autres, pour qui l'École représentait un espace-temps de répit, se sont retrouvés confinés dans des foyers violents... En somme : tous les élèves n'étaient pas dans des dispositions matérielles et psychologiques leur permettant de donner la priorité au travail scolaire serein et autonome.

---



Au fil des semaines, la nécessité d'assurer le suivi du travail des élèves s'est muée en nécessité pour moi, CPE, de m'assurer de leur bonne santé physique et psychologique. L'École se définit comme un lieu de transmission des savoirs mais il est aussi celui où s'opère leur construction identitaire, un lieu dans lequel nous travaillons chaque jour à créer de bonnes conditions d'épanouissement, un espace de socialisation majeur.

Dans ce contexte anxiogène, il était d'autant plus essentiel pour nous, adultes avec qui ces élèves passaient l'essentiel de leurs journées, de ne pas occulter le rôle structurant que nous avons auprès d'eux. Et cela s'est avéré plus utile – mais aussi plus difficile – que jamais.

En présentiel, nous savons repérer certains signes de mal-être sans qu'ils ne soient exprimés par nos adolescents. Nous savons remarquer les changements d'attitude, d'humeur, les absences inhabituelles, les signes de troubles de l'alimentation à la cantine, la fatigue, le stress, mais aussi le décrochage. Comment repérer ces éléments à distance, par un simple coup de téléphone hebdomadaire, et autrement qu'en demandant à l'élève comment il va (car ils sont peu à dire «je ne vais pas bien») ? Tout ce travail ne faisait pas partie du protocole de «continuité pédagogique» pensé par notre ministère. Et cela rejoint une problématique déjà bien profonde : les protocoles, les circulaires, voire la formation des enseignants, ne sont pas ou peu pensés pour ces élèves, mais davantage pour celles et ceux qui n'ont d'autre priorité que l'École en tant qu'adolescents.

Or, une large partie des élèves de nos établissements REP+ sont des enfants qui vivent dans des conditions de vie précaires, ou sont confrontés à des problématiques telles que nous sommes obligés, en tant que personnels d'éducation et d'enseignement, d'adapter nos priorités.

C'est ainsi que nous avons travaillé, avec l'assistante sociale, les professeurs principaux, les assistants d'éducation et la direction à essayer de *prendre soin* «à distance» de nos élèves les plus fragiles. Démarche qui a énormément touché nos élèves comme leurs parents.

En outre, il a fallu prendre en compte d'autres aspects du contexte dans lequel les élèves de quartiers populaires étaient confinés : la présence policière et les violences dont certains ont été témoins de leurs fenêtres (contrôles d'attestation qui tournaient mal); des familles contraintes de passer des heures dans des files d'attente pour recevoir des colis alimentaires; des parents qui ont perdu leurs emplois; des décès<sup>2</sup>, etc. Au fil des semaines, les élèves ont témoigné de la réalité de leur environnement, nous obligeant, encore une fois, à adapter notre manière d'assurer la «continuité pédagogique».

Nous avons ainsi tenté de développer des systèmes de solidarité entre élèves, entre enseignant-es et parents, élèves et enseignant-es, aîné-es et plus jeunes, afin de rendre ce confinement moins difficile malgré cet environnement anxigène.

Un travail important de mise en confiance des familles a également été réalisé afin de les déculpabiliser quant à leur nouvelle responsabilité d'«encadrant scolaire» à temps plein. La pression sur les parents – de quartiers populaires notamment – quant à la réussite scolaire de leurs enfants est un sujet qui a peu été abordé lors de ce confinement. Or, des parents ont exprimé leur honte de ne pas savoir «faire cours» à leurs enfants, d'autres de ne pas avoir toutes les réponses ou les outils suffisants pour guider leurs enfants vers lesdites réponses. Nous avons, en tant que personnels, souvent été amenés à rappeler à ces parents que le travail scolaire était important pour éviter le décrochage, mais que la priorité restait la santé physique et psychologique de leurs enfants. Si la continuité pédagogique était nécessaire (car nous savons que les enfants de quartiers populaires peuvent potentiellement payer plus cher les semaines «sans cours»), elle ne pouvait se faire au prix de la santé physique et psychologique des parents et des enfants. Le message était simple : *«enseigner est un métier complexe : faites simplement de votre mieux! Il n'y a aucune performance à réaliser en ces temps difficiles, si ce n'est celle de maintenir votre bien-être et celui de vos enfants!»*.

Nous n'avons par ailleurs pas hésité à inciter les parents qui en avaient la possibilité à développer d'autres types de savoirs : culinaires, artistiques, sportifs, culturels, etc.

---

En somme, la réalité du confinement pour les élèves de ce quartier populaire était une réalité où se mêlaient de nombreux impératifs. En tant que personnels d'éducation et d'enseignement, notre rôle tacite de « *thermomètres sociaux* » a plus que jamais été mobilisé.

Lorsqu'il a fallu penser et organiser les modalités du déconfinement et le retour en classe, dans les termes et les conditions annoncés par les autorités, de nombreuses questions se sont également posées : en quoi une reprise des cours, qui se fonde non pas sur des enjeux de santé publique mais sur des enjeux économiques, était-elle une mesure égalitaire ?

Dès lors que les familles les plus aisées – occupant majoritairement les emplois où le télétravail est possible – pouvaient se permettre de garder leurs enfants à la maison, tandis que celles et ceux occupant des emplois précaires n'avaient pas d'autre choix que de remettre les leurs à l'école, dans des conditions sanitaires que nous savions insuffisantes, il y avait rupture indéniable du principe d'égalité. En tant que personnels exerçant dans un quartier défavorisé, nous nous sommes demandé ce qui pouvait motiver cette décision, avancée comme une mesure sociale visant à rattraper ceux que l'École a « perdus » (l'ironie étant que le gouvernement ne s'est jamais autant soucié des « décrocheurs scolaires » que lorsqu'il a eu besoin de justifier sa stratégie politique). D'autant plus que les informations contradictoires diffusées par ce même gouvernement (contagiosité des enfants, utilité des masques...) pouvaient à elles seules justifier que ces écoles restent fermées.

C'est ainsi qu'est née une certaine défiance de la part des familles, qui ont par la suite beaucoup hésité à renvoyer leurs enfants à l'école, alors que ce retour (déjà très tardif, puisque les collèges en Île-de-France ont partiellement rouvert le 2 juin) était pleinement nécessaire pour la santé mentale de nos élèves. Une fois de plus, il a fallu faire preuve d'une grande pédagogie à l'égard des familles afin de les aider à y voir plus clair dans le lot d'informations contradictoires émanant des médias et des communications politiques...

## Notes

1. Une communication ministérielle souvent irréaliste, qui, le matin même de l'annonce, excluait encore toute fermeture des établissements.
2. Les études ultérieures ont montré que les populations les plus à risque étaient celles des quartiers populaires. Béatrice Jérôme, «Covid-19 : dans le Grand Paris, les personnes âgées défavorisées sont les premières victimes», *Le Monde*, 3 novembre 2020. [https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/11/03/dans-le-grand-paris-les-personnes-agees-defavorisees-premieres-victimes-du-covid-19\\_6058265\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/11/03/dans-le-grand-paris-les-personnes-agees-defavorisees-premieres-victimes-du-covid-19_6058265_3244.html).



---

# La place du numérique à l'école est à l'image de la place de l'école dans la société

Pierre-Yves Gosset



Après une formation en management et gestion des entreprises à l'université de Grenoble, **Pierre-Yves Gosset** travaille pendant plusieurs années pour différentes universités françaises, ainsi qu'au CNRS. Il devient, en 2008, le premier salarié et délégué général de Framasoft (<https://framasoftware.org>), association d'éducation populaire aux enjeux du numérique et des communs culturels, dont il est directeur depuis 2014. Il est notamment à l'initiative de la campagne Dégooglisons Internet (<https://degooglisons-internet.org>) visant à sensibiliser à la toxicité des GAFAM et à démontrer que le modèle technique du logiciel libre est bien une réponse possible à l'hyper centralisation des données.

Nous sommes en 2001, dans un lycée de Bobigny. Une professeure de français et un professeur de mathématiques souhaitent expérimenter internet, cette technologie récemment arrivée dans les établissements scolaires. Internet est avant tout un objet technique : il faut avoir le matériel nécessaire (les cartes réseaux n'étaient pas encore la norme ; en France, le wifi n'était utilisé que par quelques poignées de personnes), savoir utiliser ce matériel, savoir se connecter et, surtout, savoir, selon l'expression de l'époque, « surfer en ligne ». Internet est une fenêtre ouverte sur le monde, même si la création de Wikipédia date de janvier de la même année et mettra quelques années à prendre de l'ampleur. C'est aussi un outil d'expression permettant de rendre votre publication potentiellement accessible à toute autre personne connectée. Avoir cette possibilité, en tant qu'enseignant dans un lycée, c'était parcourir des chemins d'expérimentation jusqu'alors peu empruntés : non seulement cela permettait de découvrir ou approfondir l'usage des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), mais plus important encore de partager de l'information, des pratiques, des retours d'expériences entre enseignants.

C'est cette dernière possibilité qui intéresse particulièrement ces deux enseignants. D'abord nommé «Framanet» (pour FRANçais et MATHématiques sur intraNET, car publié sur le réseau interne du lycée), puis rendu public sur internet, leur site permettait d'expérimenter l'usage pédagogique des nouvelles technologies, en direction notamment des élèves en difficulté à l'entrée en sixième. Au départ simple page du projet Framanet, puis devenue peu à peu une rubrique du site à part entière, la catégorie «Framasoft» listait pour sa part une sélection de logiciels (libres et non-libres) qui pouvaient être utiles aux enseignant·es.

Quelques années plus tard, cette rubrique deviendra un site web indépendant (framsoft.net) et une association verra le jour afin de pouvoir gérer collectivement ce modeste commun numérique<sup>1</sup>.

Faisant le choix en 2004 de ne référencer que des logiciels libres, par conviction philosophique, politique et pédagogique, l'annuaire Framasoft allait devenir l'une des principales portes d'entrée francophone du logiciel libre.

Ses rapports avec le monde de l'éducation sont alors encore très forts : l'association est principalement composée d'enseignants ou de personnes proches du monde éducatif, le site est hébergé gracieusement pendant plusieurs années par le Centre de ressources informatique de Haute-Savoie (CRI74), les relations avec le pôle logiciels libres du SCÉRÉN<sup>2</sup> sont au beau fixe, les enseignants s'emparent du libre et créent de multiples associations (AbulÉdu-fr<sup>3</sup>, Sésamath<sup>4</sup>, Scideralle<sup>5</sup>, etc.). C'est une période extrêmement riche et foisonnante pour le libre à l'école. Évidemment, les solutions de Microsoft sont omniprésentes dans les établissements, et les victoires des partisans du logiciel libre sont rares. Mais il n'en demeure pas moins que la marge de manœuvre laissée aux enseignants est grande, et que les sujets du libre à l'école, des ressources éducatives libres, des licences Creative Commons, etc., ne sont certes pas soutenus par l'institution, mais pas freinés non plus.

Mais au début des années 2010, les frictions se multiplient ; la ligne institutionnelle se durcit, au ministère de l'Éducation nationale comme dans tout le pays. En 2012, des organismes publics comme le CRI74

---



ferment, mettant *de facto* à la porte d'internet des projets comme la distribution éducative libre PingOO, les espaces d'échanges et les manuels libres de mathématiques de l'association Sésamath, ou le site Framasoft.net. Le SCÉRÉN devient Canopée en 2014 et voit son pôle logiciel libre disparaître. De plus en plus de professeurs font remonter auprès de nous les difficultés qu'ils rencontrent pour parler du libre à leur hiérarchie, ou à le mettre en œuvre dans leurs établissements.

Du côté de l'équipe Framasoft, on sent bien que le monde numérique a changé. On installe de moins en moins les logiciels – libres ou pas – sur les disques durs des ordinateurs, mais on les utilise de plus en plus dans les navigateurs web. En parlant de navigateurs web, justement, le logiciel libre vedette Firefox, qui avait atteint 30% de parts de marché dans le monde en 2010 (son plus haut niveau, provoquant la fin de l'hégémonie d'Internet Explorer et évitant de peu une «Microsoftisation» du web) se prend de plein fouet l'arrivée de Google Chrome. Ce dernier, porté par la puissance de Google, dépassera Firefox en 2 ans à peine et culmine à plus de 65% de parts de marché en 2020. Google devient alors omniprésent, notamment sur les marchés de la recherche web et du navigateur, mais aussi sur celui des applications web (Google Drive, Google Docs, Gmail, etc.) et, bien entendu, des smartphones avec son système Android (80% des parts de marché dans le monde).

L'école, comme le reste de la société, migre donc d'un numérique «logiciel» où les choix étaient très nombreux, et où les marges de manœuvre par établissement relativement larges, à un numérique «serviciel» où le ministère peut bien plus facilement pousser ses préconisations du haut vers le bas et où les enseignants se voient enjoins à utiliser telle ou telle application. Quant au numérique «matériel», on voit la multiplication des «TNI» (tableaux blancs interactifs), des plans «1 élève, 1 tablette», etc. Mais là encore, la puissance de Google, Apple et bien entendu Microsoft, ne laissera aucune chance aux initiatives locales et libres, comme le projet TabulÉdu<sup>6</sup> par exemple.

## L'épuisement

À cette époque (2010-2015), Framasoft est une des associations (avec l'April<sup>7</sup>, l'AFUL<sup>8</sup>, AbulÉdu-fr, Scideralle et d'autres) qui militent activement pour que le logiciel libre et ses valeurs ne soient pas un impensé dans les pratiques numériques éducatives.

Nous rencontrons, à de nombreuses reprises, des conseillers, des fonctionnaires, des élus, des chefs d'établissements, et même des secrétaires d'État et des ministres. Nous leur présentons, avec autant d'objectivité que possible, quels sont les avantages, mais aussi les inconvénients du logiciel libre, notamment dans ses processus de développement, souvent éloignés du modèle capitalistique dominant.

Mais, peu à peu, les portes comme les oreilles se ferment. Ce qui compte, ce sont les usages, et uniquement les usages. Peu importe les conséquences d'une dépendance à tel ou tel acteur, tant que le logiciel fait le boulot. L'Éducation nationale veut acheter du logiciel comme on achète des petits pois : sur étagère. Oh évidemment, les enseignants sont invités à «*donner leur avis*», à «*faire remonter leurs besoins*», à «*co-construire*» le logiciel. Mais attention, ces échanges doivent se faire chez l'éditeur. Car il s'agit bien pour ce dernier de profiter de ces retours d'expériences et de l'expertise des enseignants pour améliorer ce qui n'est rien d'autre qu'un produit : le logiciel, leur logiciel. Microsoft a des moyens plus que conséquents. En 2016, Microsoft était la troisième capitalisation boursière mondiale (425 milliards de dollars), derrière... Alphabet/Google (556 milliards) et Apple (582 milliards). En conséquence, on nous demandait, à nous, représentants du milieu du libre, porteurs de valeurs, d'idées, mais aussi de code logiciel de qualité (tels ceux de Firefox, de LibreOffice, de GNU/Linux et de milliers d'autres) de lutter à armes soi-disant égales contre les trois plus grosses entreprises mondiales, aux moyens quasi illimités. Comment lutter pied à pied avec une entreprise qui, du jour au lendemain, peut inviter – tous frais payés – des centaines de personnels de l'éducation de nombreux pays dans un hôtel luxueux en Thaïlande<sup>9</sup>, quand nous peinions déjà, en tant qu'association, à payer la facture de notre hé-

---

bergement web de quelques dizaines d'euros mensuels? Comment paraître crédible quand Microsoft pouvait inviter des « enseignants innovants »<sup>10</sup> dans ses gigantesques locaux d'Issy-les-Moulineaux<sup>11</sup> (pardon, son « *Campus équipé de showrooms et de classes immersives* »), alors que le local de Framasoft se limitait à 6 m<sup>2</sup> dans un quartier populaire de Lyon? (rassurez-vous, depuis nous avons multiplié par 3 la surface de nos bureaux).

Bref, les pas en arrière furent pendant ces années-là bien plus nombreux que les pas en avant.

Mais nous ne désespérions pas. Nous pensions pouvoir de nouveau trouver des interlocuteurs avec qui échanger. Nous estimions nos requêtes raisonnables : 1) faire une place suffisante au logiciel libre à l'école; 2) libérer quelques heures de formations des enseignants aux questions de licences (que ce soit pour les logiciels, mais aussi pour leurs productions pédagogiques et les ressources qu'ils pourraient trouver en ligne); 3) comprendre et accepter quels étaient les modes du développement d'un logiciel libre (basé sur la contribution des acteurs, et non sur l'acquisition des consommateurs).

Cependant, les institutions françaises étant ce qu'elles sont, nos interlocuteurs disparaissaient d'une année sur l'autre, suite à une élection, une mutation, une mise en retraite, ou au placard. Et la société française, elle, rentrait peu à peu dans l'ère de la start-up nation, de l'ubérisation. En conséquence, nous entendions de plus en plus souvent la petite musique « le numérique à l'école est un marché, et le logiciel libre est bien utile pour mettre en tension ce marché ». « Mettre en tension », tout est là. Le principal intérêt du logiciel libre n'est plus de donner du pouvoir pédagogique aux enseignants, il n'est plus de pouvoir adapter les logiciels aux besoins spécifiques des élèves, il n'est plus de faciliter l'émancipation par la capacitation, il n'est plus de proposer une force de résistance à la marchandisation de l'école... Il devient juste une variable d'ajustement permettant de négocier à la baisse les prix des logiciels de Microsoft & Co. Nous, considérés comme des hippies du numérique, étions devenus un épouvantail qu'on agitait sous le nez d'entreprises multimilliardaires, leur suggérant : « Si vous ne baissez pas vos prix, on va peut-être préférer du logiciel libre! ».

---

L'agacement et la frustration laissèrent peu à peu place à la fatigue, puis à l'épuisement.

## La rupture

Cette emprise des géants du numérique sur l'éducation se traduira concrètement, politiquement, en 2015 lorsque la ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Najat Vallaud-Belkacem signera un partenariat avec Microsoft. Pour comprendre en quoi ce partenariat est un camouflet envers les acteurs du Libre, nous pouvons ici simplement citer le communiqué de presse de Microsoft<sup>12</sup> : *« 13 millions d'euros seront ainsi investis par Microsoft pour le développement du numérique éducatif : l'accompagnement des enseignants et des cadres de l'éducation, la mise à disposition de plateformes collaboratives, ainsi que l'apprentissage du code informatique. Cette signature s'inscrit dans le prolongement de la visite à Paris de Satya Nadella, CEO de Microsoft, le 9 novembre dernier, et de sa rencontre avec le président de la République, François Hollande. »*

Trois choses me semblent importantes ici.

D'abord, il s'agit d'un partenariat décidé au plus haut niveau de l'État. Le patron de la troisième entreprise mondiale rencontre le patron – pardon le président – de la cinquième puissance mondiale, et ils décident de signer un contrat – pardon, un partenariat – concernant plus de dix millions d'élèves. Les raisons pédagogiques présidant au choix de cette entreprise sont-elles rendues publiques? Non. Y a-t-il eu consultation des enseignants et de la société civile? Non plus. Difficile à prouver tant la manœuvre fut opaque, mais cela avait le goût amer d'une action de *lobbying* fort bien orchestrée.

Ensuite, ce partenariat fut signé juste après la grande consultation nationale pour le projet de loi pour une République numérique<sup>13</sup> porté par la ministre Axelle Lemaire. Cette consultation avait fait ressortir un véritable plébiscite en faveur du logiciel libre dans les administrations publiques et des amendements ont été discutés dans ce sens, même si le Sénat a finalement enterré l'idée. Il n'en demeure pas moins que les défenseurs du logiciel libre ont cru déceler chez nombre d'élus une

---

oreille attentive, surtout du point de vue de la souveraineté numérique. Pourtant, la ministre Najat Vallaud-Belkacem a finalement décidé de montrer à quel point l'Éducation nationale ne saurait être réceptive à l'usage des logiciels libres en signant ce partenariat, qui constituait, selon l'analyse par l'April des termes de l'accord, une « *mise sous tutelle de l'informatique à l'école* » par Microsoft.

Enfin, notez bien qui investit. Est-ce l'État qui achète pour 13 millions d'euros de produits Microsoft? Non. C'est bien Microsoft, entreprise privée étasunienne, qui investit 13 millions d'euros dans l'institution publique qui devrait être l'objet du plus de protection : l'Éducation nationale. Nike aurait-il offert pour 13 millions d'euros de paires de chaussures pour les cours de sport ou McDonald's aurait-il offert pour 13 millions d'euros de burgers pour les cantines, je doute que la ministre s'en serait vantée. Mais comme il ne s'agit « que » de logiciels, tout va bien, il ne s'agit absolument pas d'un pas de géant dans la marchandisation de l'école. Nous avons l'esprit mal placé. Nous voyons le mal partout.

Mais nous ne sommes pas aveugles, et le départ de Mathieu Jeandron, nommé en septembre 2015 au plus haut poste « numérique » du Ministère et principal architecte de ce partenariat, ne nous échappera pas : il partira en 2018 travailler chez une autre entreprise du secteur privé, Amazon<sup>14</sup>.

Au sein de Framasoft, nous sommes atterrés. Et en colère.

Nous écrivons alors un billet intitulé « Pourquoi Framasoft n'ira plus prendre le thé au ministère de l'Éducation nationale »<sup>15</sup>.

Rédigé principalement par Christophe Masutti, alors co-président de l'association, nous y rappelions notre positionnement à la fois philosophique et politique :

*« Une technologie n'est pas neutre, et encore moins celui ou celle qui fait des choix technologiques. Contrairement à l'affirmation de la ministre de l'Éducation Mme Najat Vallaud-Belkacem, une institution publique ne peut pas être "neutre technologiquement", ou alors elle assume son incompétence technique (ce qui serait grave). En fait, la position de la ministre est un sophisme déjà bien ancien; c'est celui du Gorgias de Platon qui explique que la rhétorique étant une technique, il n'y en a pas de bon ou de mauvais usage, elle ne serait qu'un*

---

*moyen. Or, lui oppose Socrate, aucune technique n'est neutre : le principe d'efficacité suppose déjà d'opérer des choix, y compris économiques, pour utiliser une technique plutôt qu'une autre ; la possession d'une technique est déjà en soi une position de pouvoir ; enfin, rappelons l'analyse qu'en faisait Jacques Ellul : la technique est un système autonome qui impose des usages à l'homme qui en retour en devient dépendant. Même s'il est consternant de rappeler de tels fondamentaux à ceux qui nous gouvernent, tout choix technologique suppose donc une forme d'aliénation. En matière de logiciels, censés servir de supports dans l'Éducation nationale pour la diffusion et la production de connaissances pour les enfants, il est donc plus qu'évident que choisir un système plutôt qu'un autre relève d'une stratégie réfléchie et partisane. »*

Nous faisons par ailleurs dans cet article une chronologie des interactions entre l'Éducation nationale et le libre plus détaillée que dans le présent texte. Mais sa raison d'être, en dehors d'y exprimer notre colère, était surtout d'annoncer une rupture stratégique dans nos modalités d'actions (un « pivot » aurait-on dit dans la start-up nation). Cette rupture se traduisait notamment non seulement par notre volonté de ne plus être dans une démarche active vis-à-vis du ministère (c'est-à-dire de ne plus les interpeller, ni les solliciter du tout), mais aussi en mettant une condition claire à toute discussion que l'institution souhaiterait engager avec nous : à chaque fois qu'un membre de l'institution relativement haut placé (ministère, rectorat, académie, Canopée, etc.) souhaiterait avoir notre avis, notre expertise, ou une intervention de notre part, nous demandions au préalable une prise de position écrite et publique que cet avis, cette expertise, ou cette intervention valait comme volonté de l'institution en question de reconnaître les valeurs portées par le mouvement du logiciel libre (partage, entraide, transparence, co-construction, contribution, etc.). Par ce mécanisme, nous évitions de perdre notre temps, notre énergie et l'argent de nos donateurs (l'association Framasoft n'étant financée que par les dons, essentiellement de particuliers, et ne percevant aucune subvention).

Dit autrement, nous avons fait sécession, rompu le lien de soumission qui nous liait à l'Éducation nationale, et pris une autre voie, celle de l'éducation populaire.

---

## La sécession

Pendant les années qui suivirent, ce mécanisme fut plutôt efficace. Lorsque nous recevions une sollicitation, nous répondions : «Votre institution est-elle prête, publiquement, à reconnaître les valeurs portées par le mouvement du logiciel libre?». La réponse, lorsqu'il y en avait une, était généralement «Non». Cela réglait le problème pour nous. Inutile de perdre de l'énergie pour servir de caution. Nous renvoyions alors nos interlocuteurs vers des associations de plaidoyers – ce que n'a jamais été Framasoft – telles que l'April ou l'Aful, et nous retournions vaquer à nos occupations.

Car fin 2014, Framasoft avait lancé une campagne intitulée «Dégooglisons Internet<sup>16</sup>» qui visait trois objectifs : 1) sensibiliser le plus large public aux dominations techniques, économiques et culturelles des GAFAM; 2) démontrer que le logiciel libre proposait des solutions efficaces et actionnables à moindre coût et 3) essaïmer notre démarche de décentralisation d'internet, afin de ne pas transformer Framasoft en «Google du libre».

Cette campagne fut un formidable succès. Entre 2015 et 2018, l'association a donné des centaines de conférences et d'interviews alertant sur la toxicité des GAFAM. Elle proposait 30 services libres, éthiques, décentralisés et solidaires (soit quasiment la mise en service d'une plateforme par mois, pendant trois ans!), et impulsait la création d'un collectif nommé CHATONS<sup>17</sup> (Collectif des hébergeurs alternatifs transparent ouverts neutres et solidaires) regroupant aujourd'hui plus de 70 structures reprenant la démarche de Framasoft.

Les différents services mis en œuvre accueillaient plus de 500 000 personnes par mois, dont un très grand nombre d'enseignants et d'élèves. Sans aucun soutien de l'administration. Le tout pour un coût dérisoire : moins de 700 000 € investis sur 3 ans, soit un coût inférieur à celui de la construction d'un seul gymnase scolaire.

## Le confinement

Retour au temps présent. Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, annonce d'abord le 12 mars 2020 que la fermeture des écoles dans le cadre de la pandémie Covid-19 «*n'a jamais été envisagée*»<sup>18</sup>. Le 13 mars – le lendemain, donc – le même ministre annonce la fermeture des écoles<sup>19</sup>, en affirmant que le dispositif «Ma classe à la maison» est prêt et permettra à près d'un million d'enseignants qui n'ont jamais été préparés à cela d'assurer une «continuité pédagogique». Il affirme aussi : «*Je veux qu'aucun élève ne reste sur le bord du chemin.*»

LOL. À peine deux semaines plus tard, le ministre lui-même reconnaît avoir «perdu le contact» avec 5 à 8% des élèves<sup>20</sup>. Sur 12 352 000 écoliers, collégiens ou lycéens, cela fait quand même entre 600 000 et un million d'élèves «perdus». Une broutille.

La raison principale en est la totale impréparation du ministère, qui dans une tradition bien française, a donné ses ordres à ses troupes, pensant sans doute comme le disait de Gaulle que «*l'intendance suivra*». Ce ministère complètement hors-sol, avec des directives contredisant régulièrement celles de la veille ne comprend pas ce qui lui arrive. Pourtant, ils étaient en place, ces Espaces Numériques de Travail (et avaient coûté cher). Elles existaient bien, ces applications pédagogiques vendues par les «EdTech». Alors? Alors les enseignants n'étaient ni formés ni préparés; les équipes et les infrastructures techniques étaient sous-dimensionnées. On n'envoie pas, un lundi matin, un million d'élèves sur un ENT prévu pour n'en accueillir que quelques milliers simultanément. Les élèves – comme les enseignants – étaient sous-équipés. Dans les foyers qui avaient la chance d'avoir un ordinateur et une connexion internet, il fallait bien partager cette machine non seulement entre frères et sœurs, mais aussi avec les parents sommés de télétravailler.

La conséquence, c'est que les enseignants les plus à l'aise se sont adaptés. Prenant même parfois conseil auprès des élèves, ils multiplient les groupes WhatsApp, les visio Zoom, les comptes sur Google

---



Classroom, les discussions sur Discord, etc. Ils s'auto-organisent hors des outils le plus souvent, hors des services proposés par leur propre institution. Comment leur en vouloir? En tout cas, la position de Framasoft est claire : même si nous ne souhaitons évidemment pas promouvoir les outils des GAFAM, le bien-être psychologique des enfants dans cette forte période de stress passe avant tout. Le chaos dû à l'incurie de l'institution doit être compensé, par tous les moyens. Et si cela signifie échanger par Telegram plutôt que ne pas échanger du tout, eh bien tant pis. Même si cela nous fait mal au cœur, et pas qu'au cœur, de voir les services de GAFAM tant utilisés alors que le logiciel libre propose de véritables alternatives, nous nous refusons de nous ériger en moralisateurs et de rajouter de la culpabilité à la détresse. La santé avant le respect du RGPD.

Pour autant, des outils libres existent! Notamment ceux proposés par Framasoft. Dès le 13 mars, nous voyons certains services pris d'assaut par des enseignants et leurs classes. Des milliers de Framapads (alternative à Google Docs) sont créés chaque jour; nous ouvrons jusqu'à 20000 visioconférences Framatalk en une semaine. Car l'information circule, les enseignants sensibilisés aux questions du RGPD, de la vie privée, ou de la toxicité des GAFAM se passent le mot : rendez-vous sur les services de Framasoft. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche enverra même une note officielle recommandant nos services à leurs personnels<sup>21</sup>.

Pendant les deux premières semaines de confinement, c'est la folie : nous mettons en pause tous nos projets, et la petite équipe de 9 salariés que nous sommes redirige tous leurs efforts pour faire en sorte de pouvoir continuer à «faire du lien» entre personnes confinées (qu'il s'agisse de profs, d'élèves ou pas). Nous louons une demi-douzaine de serveurs supplémentaires, nous renforçons les services existants, nous en proposons de nouveaux, nous écrivons des guides de bonnes pratiques<sup>22</sup>, etc. Nous documentons publiquement notre quotidien dans une série d'articles de confinement, un carnet qui totalisera l'équivalent de plus de 200 pages au total<sup>23</sup>. Nous dormons peu. Et mal.

Mais rapidement et malgré nos efforts, nous voyons bien que la part du public scolaire dans la proportion de nos utilisateurs

---

explose<sup>24</sup>. Si nous continuons ainsi, les élèves vont monopoliser nos services, les rendant indisponibles pour les syndicalistes, les associations, l'urgence sociale, les collectifs, les soignants. Nous nous réunissons (virtuellement) et prenons une décision inédite et radicale : nous faisons le choix, difficile pour nous, d'afficher le message suivant sur nos principaux services :

*Nous demandons aux personnes relevant de l'Éducation nationale (profs, élèves, personnel administratif) de ne pas utiliser nos services durant le confinement et de demander conseil à leurs référent-es. Nous savons que le ministère de l'Éducation nationale a les moyens, les compétences et la visibilité pour créer les services en ligne nécessaires à son bon fonctionnement durant un confinement. Notre association loi 1901 ne peut pas compenser le manque de préparation et de volonté du ministère. Merci de réserver nos services aux personnes qui n'ont pas les moyens informatiques d'une institution nationale (individus, associations, petites entreprises et coopératives, collectifs, familles, etc.). Le formulaire ci-dessous vous permettra de créer un salon chez un hébergeur éthique aléatoire en qui nous avons confiance.*

À la suite de ce texte, nous recevons des messages via les médias sociaux ou par contacts privés. Alors que nous nous attendions à nous prendre des insultes, voire des cailloux, les enseignants nous... remercient! Ils nous expliquent qu'évidemment, cela leur aurait mieux convenu d'utiliser nos services plutôt que ceux des CHATONS, vers qui nous les redirigeons, mais ils comprennent notre position, et soutiennent notre volonté de les appeler à interpellier leur hiérarchie. Évidemment, les tenants de la start-up nation, eux, se serviront de notre décision pour décrédibiliser le libre, en disant en substance «Vous voyez : même la plus grosse association du libre francophone n'arrive pas à passer à l'échelle. C'est bien la preuve que seuls les GAFAM sont sérieux». Bon, à part le fait que nous n'avons jamais eu pour but de «passer à l'échelle», cela ne fait que renforcer notre sentiment que leur façon de penser (basée sur le succès, la croissance, la réussite, le chiffre d'affaires, bref devenir et rester le «premier de cordée») ne pourra jamais s'adapter à la nôtre qui ne vise ni à la gloire, ni à la pé-

---

rennité, ni au fait de créer un mouvement de masse, et encore moins au succès financier.

Ce message d'alerte aura peut-être eu aussi un effet inattendu et non mesurable pour le moment. Un projet interne à la direction du numérique éducatif, nommé `apps.education.fr`<sup>25</sup> est rendu public par anticipation fin avril. Prévu initialement pour être annoncé fin 2020, ce projet de la direction du numérique éducatif vise à proposer plusieurs services en ligne (hébergement de blogs, vidéos, documents collaboratifs, etc.), basés exclusivement sur du logiciel libre, réservés aux enseignants et élèves. C'est en quelque sorte le pendant de Framasoft, mais mis en place et géré par et pour l'Éducation nationale. Pour nous, c'est (enfin!) le premier signe concret et positif que nous voyons de la part de l'institution depuis des années. Nous y voyons, peut-être par manque d'humilité, le fait que notre discours, nos idées, et surtout notre volonté que les données des élèves soient gérées en interne et non par des tiers – qu'il s'agisse de Microsoft ou de Framasoft – ont peut-être fini par être entendues. L'avenir nous le dira.

Nous serons d'ailleurs contactés par les personnes gérant le service `apps.education.fr` peu après l'annonce de son lancement. Elles nous proposent de réaliser deux *plugins* qui permettraient une authentification plus facile des professeurs au sein du logiciel PeerTube, proposé sur plateforme. Nous en discutons au sein de l'association, car une prestation réalisée pour le compte d'un ministère dont nous critiquons une grande partie des décisions depuis plusieurs années pourrait nous mettre en porte-à-faux en délégitimant notre parole. D'autant plus que la Direction du numérique pour l'éducation (DNE) pourrait parfaitement solliciter n'importe quelle société informatique pour cette prestation puisque le code de PeerTube est libre et ouvert. Cependant, nous décidons de réaliser ces *plugins*, essentiellement parce que nous nous sentons en confiance et écoutés par l'équipe de `apps.education.fr`. Malgré l'urgence, les *plugins* seront livrés à temps et toutes les parties prenantes seront satisfaites. Ce *plugin* permet aujourd'hui à l'Éducation nationale d'héberger plus de 22 000 vidéos, sur une trentaine « d'instances PeerTube<sup>26</sup> » (c'est-à-dire des sites web différents, hébergeant chacun le logiciel

---

PeerTube et des vidéos associées). Ces instances sont par ailleurs fédérées entre elles. C'est-à-dire que depuis l'instance PeerTube de l'académie de Lyon (8 000 vidéos), il est parfaitement possible, sans changer de site web, de visionner les vidéos des instances de l'académie de Nancy-Metz (2 300 vidéos) ou celles de l'académie de Nantes (458 vidéos). Cette réalisation pourrait laisser penser à une forme de «partenariat public commun<sup>27</sup>» mais nous sommes plus circonspects dans l'analyse : ce n'est pas parce que nous constatons un pas en avant dans la bonne direction que nous oublions toutes les bassesses et les dérobades de ces dernières années.

Pendant cette période, nous accompagnons aussi ponctuellement le collectif citoyen «Continuité pédagogique», créé dans l'urgence pour accompagner numériquement les enseignants. Le Framablog publiera leur première communication publique<sup>28</sup> et nous leur apporterons avis et conseils. Ce collectif informel, créé spontanément lors de la pandémie, donnera naissance à l'association «Faire École Ensemble<sup>29</sup>» qui facilite le soutien citoyen à la communauté éducative pendant l'épidémie de Covid-19.

En parallèle, Framasoft et d'autres membres du collectif CHATONS mettront en place un site web dédié<sup>30</sup> permettant de choisir parmi plusieurs services web, indépendamment de l'hébergeur dudit service. Cela nous permettra de répartir la forte charge subie par Framasoft sur les épaules de nombreux «chatons», engagés eux aussi dans une démarche éthique de solidarité et de respect des données personnelles.

## L'à venir

«Et maintenant?». Eh bien maintenant, il serait sans doute bon de se poser la question des enjeux du numérique à l'école.

Pour l'instant, côté ministère, ces enjeux sont les mêmes marronniers depuis des années : il y a le sacro-saint enjeu des usages (qui utilise quels outils et comment?), celui du rapport à l'écran (l'écran c'est bien mais pas trop), et celui des apports pédagogiques (est-ce que

---

l'élève progresse plus ou moins vite avec telle ou telle application, ou sans?). Misère! Comment être plus à côté de la plaque?

Les débats autour du numérique à l'école relèvent avant tout de la place de l'école dans la société.

Framasoft n'a rien à vendre. Et ne cherche même plus à convaincre les institutions. Même si une proportion non négligeable des membres de l'association fait partie du corps enseignant, nous ne nous prétendons pas experts en pédagogie. Cependant, cela ne nous empêche pas d'être une force d'interpellation, notamment sur les sujets du numérique. Cela, plutôt que de réitérer une liste de propositions comme nous l'avions déjà fait avec d'autres associations il y a plus de dix ans<sup>31</sup>, m'amène plutôt à poser quelques questions.

Plutôt que le rapport à l'écran, ne devrait-on pas interroger le rapport à la distance?

Comment réinventer les liens entre enseignants et élèves, profs et enseignants, mais aussi entre élèves? La posture de l'enseignant en ligne ne peut pas être la même qu'en classe « physique ». En ligne, les enfants ne sont pas un public captif, cela a ses avantages, mais aussi ses inconvénients. La place des parents, bien plus présents dans cette école hors des murs, bouscule aussi les habitudes des uns et des autres. Les notions de groupes, mais aussi de présence ou d'absence vont ainsi devoir être ré-interrogées.

Un risque que l'on peut déjà identifier est de vouloir inclure dans les outils numériques des dispositifs de surveillance bien trop poussés. Comme tout mécanisme de contrôle, ces traqueurs seront au départ proposés comme facilitant la vie de l'enseignant ou de l'élève (« Camille Dupuis-Morizeau ne s'est pas connectée depuis 4 jours, voulez-vous lui envoyer un rappel automatique? »), ou des outils de remédiation (par exemple lorsqu'un élève commet une erreur lors de la réalisation d'un exercice en ligne, et que l'application lui propose des pistes pour corriger son erreur et aboutir à la « bonne » solution). Mais, malgré tous les avantages qu'on peut y voir, c'est probablement ouvrir une boîte de Pandore. En effet, une fois mis en place, non seulement le retour en arrière sera très compliqué, mais les risques de surenchère seront inévitables, à coups de prétendue « intelligence artificielle » ou

---

d'algorithmes étudiant de façon détaillée les comportements des utilisateurs de ces plateformes afin de conseiller en permanence des corrections pédagogiques, mais aussi comportementales.

Comme le démontre Christophe Masutti dans son ouvrage *Affaires Privées. Aux sources du capitalisme de surveillance*<sup>32</sup>, la surveillance est un corrélat social. Là où cela peut poser problème, c'est lorsqu'on finit par ne plus penser nos relations sociales autrement que par l'automatisation et la technicisation de la surveillance.

Qui définira les limites éthiques du périmètre souhaitable de ces mesures? En amont – c'est-à-dire avant que ces technologies de surveillance ne soient intégrées dans les plateformes éducatives – et non pas en aval. Car aujourd'hui, l'un des principaux arguments des EdTech<sup>33</sup> est bien de faciliter le travail de l'enseignant en automatisant cette surveillance. Certes cela donne de beaux graphiques, de jolies courbes, des niveaux d'alerte ou d'attention pour tel ou tel élève. Sauf que rares sont les pédagogues qui comprennent comment fonctionnent ces algorithmes, ou par qui et comment ils sont écrits, ni quels sont les bénéfices que l'entreprise qui les a réalisés escompte. S'ils le savaient, je doute qu'ils regarderaient ces applications avec autant d'appétence.

Cela m'amène à une seconde question.

Le numérique étant, qu'on le veuille ou non, omniprésent : quelle place veut-on donner à l'éducation aux médias et à la littératie numérique?

La littératie numérique peut se définir comme «la capacité d'un individu à participer à une société qui utilise les technologies de communications numériques dans tous ses domaines d'activité» (Wikipédia<sup>34</sup>). Cela inclut de nombreuses composantes : la littératie informatique (notamment le rapport à l'ordinateur, qu'il soit de bureau ou de poche), la littératie technologique (posant plutôt le rapport aux enjeux entre technologies et individus ou sociétés), la littératie informationnelle (notamment notre capacité à avoir une analyse critique de la masse d'informations reçue chaque jour, ainsi que notre capacité à chercher – et trouver – l'information pertinente), la littératie communicationnelle (notre capacité à écrire et publier pour un public), etc.

---

Or, s'il y a bien une chose qu'a pu démontrer la crise de la Covid-19, c'est bien que cette littératie était loin d'être un acquis. Non seulement pour les élèves, qu'on présentait souvent comme des *digital natives* alors qu'il n'en était rien, mais aussi – et surtout – pour les enseignants.

Alors certes, nous avons bien compris que l'Éducation nationale était en mutation, suite à la pandémie. Notamment Canopée dont le métier historique d'éditeur devient de plus en plus celui de formateur. Mais dans l'ensemble, nous voyons surtout des éléments qui nous donnent à penser que ces formations se feront encore principalement sur des « outils », y compris les outils Framasoft, d'ailleurs. Or, c'est voir le problème par le mauvais bout de la lorgnette. Pour reprendre la métaphore du proverbe bien connu, cela revient certes à donner un poisson aux enseignants formés à tel ou tel outil, et après tout pourquoi pas. Mais ça n'est sûrement pas leur apprendre à pêcher. Tant que les formations au numérique se focaliseront davantage sur les outils, les pratiques, les usages, que sur l'éducation aux technologies en général, et aux médias en particulier, les capacités de littératie numérique stagneront.

Or, il ne s'agit pas d'un impensé au niveau du ministère – du moins je ne le pense pas – mais bien d'une volonté politique. Former aux outils permet de garder le contrôle du public (entre autres parce que ces outils n'ont cessé d'évoluer, rendant le public dépendant aux formations elles-mêmes). Partager et diffuser ces savoirs auprès des enseignants les rendraient beaucoup, beaucoup plus autonomes dans leurs pratiques, ce qui poserait de nombreux problèmes non seulement aux lobbyistes des GAFAM, mais aussi à l'institution qui devrait lâcher prise sur la question de la ligne de conduite à tenir sur les enjeux et l'apport des technologies dans notre société.

Cela m'amène à une troisième question.

Quelle est la position du monde enseignant sur la question de la technologie ?

Les outils sont-ils neutres, comme le disait le *Gorgias* de Platon ? Ou, au contraire, comme Socrate (et Framasoft) reconnaît-on que les technologies générant par nature pouvoir et aliénation, il convient de

---

penser leur place à l'école? D'autant plus quand elles deviennent aujourd'hui une soi-disant «compétence à acquérir».

La réponse à cette question n'est pas sans conséquence. Si les enseignants pensent que les outils sont neutres, alors finalement seul compte le fait d'acquérir tel savoir, telle compétence ou telle maîtrise de cet outil. Il reste bien sûr une marge de manœuvre pédagogique, et heureusement, mais la réflexion est limitée : j'utilise l'outil parce qu'il me permet d'améliorer la situation dans laquelle je n'ai pas l'outil. Si par contre, le monde éducatif reconnaît le caractère ambivalent des outils (toute technologie est un *pharmakon*<sup>35</sup>, c'est-à-dire à la fois remède, poison et bouc émissaire, disait le philosophe Bernard Stiegler, décédé durant l'été 2020), alors on ne peut pas uniquement travailler l'aspect positif/remède de ces derniers. Il faut impérativement se poser la question de leurs effets négatifs/poison, ainsi que la dimension exutoire qu'ils portent en eux.

Or, force est de constater que si ces aspects, qui ne relèvent pas de la vision d'un «solutionnisme technologique», sont parfois abordés dans le débat public – le plus souvent portés par la société civile – cela est rarement le cas au cours de la formation des enseignants, et encore moins face aux élèves. À l'exception des réseaux sociaux, présentés avant tout comme un lieu de désinformation ou de danger (ce qui peut effectivement être le cas), les logiciels, applications ou technologies numériques ne sont souvent présentés que comme un moyen d'étendre un champ d'action individuel ou collectif, mais rarement comme un instrument à double tranchant.

Pourtant, même rapidement formés à cette question, je pense que les enseignants parviendraient rapidement à identifier les valeurs du logiciel libre – «liberté, égalité, fraternité» – et à les mettre en regard de celles des logiciels dits privés : aliénation, discrimination, marchandisation.

J'en viens donc à une quatrième question.

L'école doit-elle rester un espace sanctuarisé vis-à-vis de la marchandisation?

Si oui, comment accepter et justifier l'emprise de certaines entreprises du numérique dont les logos se retrouvent sur chaque machine,

---



et dont la manipulation des produits (les fameux «usages et pratiques») est ni plus ni moins qu'enseignée et imposés à des millions d'élèves chaque année?

Cela n'est d'ailleurs pas sans poser la question des inégalités face au numérique. Pendant le confinement, seules les personnes (profs, élèves ou parents) qui disposaient à la fois d'une connexion internet, de matériels adéquats, des savoirs nécessaires, et de conditions adaptées (par exemple une chambre ou un bureau au calme) ont réellement pu expérimenter ce qu'était «l'école confinée».

Cela me conduit à une dernière question, récurrente et qui peut sonner triviale, mais qui demeure la plus importante à mon sens :

L'école doit-elle accompagner les élèves à faire société? Ou doit-elle exclusivement les préparer à un emploi?

Le rôle de l'école semble bien d'être, au moins sur le papier, de former des citoyens éclairés, critiques et créatifs<sup>36</sup>.

Cependant, comme l'indique Nico Hirtt dans son ouvrage *L'école prostituée. L'offensive des entreprises sur l'enseignement*<sup>37</sup>, le numérique à l'école peut alors servir de cheval de Troie afin de faciliter l'introduction de concepts néolibéraux tels que «l'employabilité».

Vouloir familiariser les élèves aux nouveaux supports numériques, favoriser l'éducation à distance sont des objectifs tout à fait légitimes, ce sont les conditions dans lesquelles ces transformations s'effectuent qui sont contestables. En s'alliant avec le privé, l'État permet aux industriels de contribuer aux décisions dans le domaine des programmes interactifs (introduire des marques...), d'intervenir dans la gestion des écoles (promouvoir la sélection), de favoriser des enseignements discriminatifs (reconnaissance de diplômes en ligne payants, services éducatifs payants, etc.). L'État, en réduisant ses impératifs éducatifs aux impératifs du marché du travail et notamment technologique, risque ainsi de provoquer une dévalorisation de la connaissance et l'exacerbation d'une école à deux vitesses.<sup>38</sup>

Il semblerait bien qu'on ne puisse avoir ni de société libérée, ni d'école délivrée, sans logiciel libre.

Je demeure en tout cas persuadé que ce n'est qu'en répondant à des questions de ce type, et surtout en affirmant publiquement et

---

collectivement la place de l'école dans la société, que nous pourrons apprendre à articuler l'école et le numérique, et que l'institution pourra se dépêtrer d'une vision « solutionniste » ne servant que des intérêts privés et non l'intérêt général.

## Notes

1. Il est à noter que la partie « TICE et Français » de Framanet donnera pour sa part naissance au site [weblettres.net](http://weblettres.net), actuellement l'un des principaux portails de l'enseignement des lettres en France.
2. Le SCÉRÉN (Services Culture, Éditions, Ressources pour l'Éducation Nationale) est le réseau national composé du Centre national de documentation pédagogique (CNDP), des 31 centres régionaux de documentation pédagogique et de leurs centres départementaux et locaux. Son pôle « logiciels libres », coordonné par Jean-Pierre Archambault, fut créé en 2002. Il disparaîtra autour de 2014, lorsque le SCÉRÉN se « modernisera » et deviendra le réseau Canopée.
3. <https://abuledu-fr.org>.
4. <https://www.sesamath.net/>.
5. <https://web.archive.org/web/20210303201359/http://scideralle.org/>.
6. <https://www.ryxeo.com/les-tablettes-tabuledu/>.
7. <https://april.org>.
8. <https://aful.org>.
9. Le « Microsoft Innovative Teacher Awards de 2008 » par exemple a eu lieu à Bangkok. [https://www.schoolnet.org.za/itf/2008\\_ITA\\_Flier.pdf](https://www.schoolnet.org.za/itf/2008_ITA_Flier.pdf). Officiellement, 5 enseignants français étaient invités (<https://framablog.org/2008/02/19/forum-des-enseignants-innovants-suite-et-fin/>). Ce genre d'événements est organisé régulièrement depuis des décennies par Microsoft, qui se construit ainsi un réseau de soutiens. Même si rien n'est contractualisé, les participants à de telles rencontres sont « en dette » auprès de l'entreprise qui les a invitée. C'est la logique profonde du « don et contre-don » qui cimenter les partenariats.

10. <https://framablog.org/2008/02/18/forum-enseignants-innovants-microsoft-partenaire/>.
11. <https://framablog.org/2014/09/30/microsoft-education-logiciel-libre-video/>.
12. <https://news.microsoft.com/fr-fr/2015/11/30/numerique-a-l-ecole-microsoft-france-renforce-son-partenariat-avec-le-ministere-de-l-education-nationale/>.
13. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Loi\\_pour\\_une\\_République\\_numérique](https://fr.wikipedia.org/wiki/Loi_pour_une_République_numérique).
14. <http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2018/04/05042018Article636585093683659445.aspx>.
15. <https://framablog.org/2016/11/25/pourquoi-framasoft-nira-plus-prendre-le-the-au-ministere-de-leducation-nationale/>.
16. <https://degooglisons-internet.org>.
17. <https://chatons.org>.
18. [https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/coronavirus-la-fermeture-totale-de-toutes-les-ecoles-jamais-envisagee-assure-le-ministre-de-l-education\\_3862803.html](https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/coronavirus-la-fermeture-totale-de-toutes-les-ecoles-jamais-envisagee-assure-le-ministre-de-l-education_3862803.html).
19. <https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-7h50/l-invite-de-7h50-13-mars-2020>.
20. <https://www.rtl.fr/actu/debats-societe/coronavirus-l-education-nationale-a-perdu-le-contact-avec-5-a-8-des-eleves-dit-blancher-7800338180>.
21. Dans le « Plan de continuité pédagogique », on peut lire : *« Parmi les actions possibles : [...] Travail collaboratif en ligne : par exemple, solutions libres de type <https://framsoft.org/> ou cloud (ex : OneDrive ou Google Drive) qui permettent de travailler en groupe à distance pour une création d'un texte/dissertation/présentation collaborative. »* (<http://people.irisa.fr/Martin.Quinson/Fiches-PlanContinuite%CC%81Pe%CC%81dagogique.pdf>). Une assertion s'est ajoutée quelques semaines plus tard suite aux protestations de Framasoft : *« Du côté des logiciels libres l'association Framasoft propose de nombreux services dont la plupart sont malheureusement victimes de leurs succès mais propose presque toujours des liens vers des solutions alternatives portées par des hébergeurs éthiques comme l'association CHATONS (<https://chatons.org/>). »* ([https://services.dgesip.fr/fichiers/PlanContinuitePedagogiqueDGESIP\\_19052020.pdf](https://services.dgesip.fr/fichiers/PlanContinuitePedagogiqueDGESIP_19052020.pdf)).
22. <https://framsoft.frama.io/teletravail/>.

23. <https://framablog.org/tag/log/>.
  24. Dans le thread Twitter du 21 mars 2020, j'expliquais : *«Le truc, c'est qu'avec le coronavirus, on est passé du jour au lendemain de 100 paniers/j à 140. Ça pique déjà, pour nous. Mais on a vu les profs se retourner vers nous en disant "Vous pouvez nous fournir 1800 paniers /j ?". La réponse est "non". À titre perso, je paie des impôts pour que le MEN fournisse des pratiques, des lieux, du matériel ET des services aux enseignants et aux élèves. À part envoyer mes collègues au burnout, ça n'a aucun sens d'accueillir les enseignant-es en ce moment. On ne pourra pas fournir.»* <https://twitter.com/pyg/status/1241410351436005377>.
  25. <https://apps.education.fr>.
  26. Pour mettre à jour ce calcul, aller sur <https://instances.joinpeertube.org/instances> et dans le champ de recherche, filtrer avec les mots clés «education» ou «ac-».
  27. <https://politiquesdescommuns.cc/outils/parteneriat-public-communs>.
  28. <https://framablog.org/2020/03/18/une-mobilisation-citoyenne-pour-la-continuite-pedagogique/>.
  29. <https://faire-ecole.org/>.
  30. <https://entraide.chatons.org>.
  31. [https://web.archive.org/web/20201106154324/http://scideralle.org/spip.php?page=article&id\\_article=597](https://web.archive.org/web/20201106154324/http://scideralle.org/spip.php?page=article&id_article=597).
  32. <https://cfeditions.com/masutti/>.
  33. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Technologies\\_de\\_l'education](https://fr.wikipedia.org/wiki/Technologies_de_l'education). Il est intéressant de noter qu'en France, la «EdTech» représente clairement le secteur marchand des technologies de l'éducation, notamment les start-up de ce domaine, alors que dans d'autres pays les EdTech regroupent plutôt un champ disciplinaire visant à rapprocher apprenants, enseignants et nouvelles technologies. Ce champ est, en France, identifié sous l'acronyme «TICE» (Technologies de l'Information et de la Communication appliquées à l'Éducation).
  34. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Littératie\\_numérique](https://fr.wikipedia.org/wiki/Littératie_numérique).
  35. <https://arsindustrialis.org/pharmakon>.
  36. Lire notamment les préoccupations des signataires de «L'appel de la société civile francophone contre la marchandisation de l'école» : <https://ne-vendezpasleeducation.org>.
  37. <https://www.laicite.be/publication/lecole-prostituee/>.
-

38. Zetlaoui Tiphaine. «L'école prostituée de Nico Hirtt», *Quaderni*, n°48, Automne 2002. Le risque : les choix technopolitiques, p. 127-130.



# Colophon

Cet ouvrage de la collection **Éducat**ions a été composé avec des logiciels et typographies libres. La mise en page est réalisée en html, css et javascript avec le framework Paged.js (<https://www.pagedmedia.org/>).

Les textes sont composés avec la famille IBM Plex de Mike Abbink, typographie distribuée avec la licence OFL (Open Font License) SIL. Plex réunit des caractères avec et sans empattements, dans un nombre de variantes important et avec des glyphes de nombreuses écritures du monde. De telles typographies constituent un investissement conséquent qui reflète l'intérêt croissant des grandes plateformes numériques pour la lecture et la production documentaire.

Imprimé en France par Présence graphique (37)  
Achevé d'imprimer en octobre 2021  
Dépôt légal octobre 2021  
ISBN 978-2-37662-025-9  
<https://cfeditions.com>





Collectif

# L'École sans école

Ce que le confinement nous dit de l'éducation

**La crise sanitaire qui nous a conduit à un confinement total est tombée sur l'école comme une chape de plomb, venant bouleverser le quotidien des élèves, des enseignants et de tous les autres personnels qui participent à l'éducation. Comment pouvaient-ils travailler dans cette parenthèse ?**

L'École, avec une capitale, représente l'institution, le projet et ses structures administratives et humaines. L'école, avec la simple minuscule des lieux habituels, c'est le creuset au sein duquel les missions de l'École prennent forme. Que se passe-t-il quand on se retrouve avec une École sans école ? Qu'est-ce qui se dévoile, rebondit dans toute la société et produit des désirs nouveaux pour les enfants comme pour les enseignants et les parents ?

Ce livre réunit les contributions de professionnels et d'élèves autour de ces questions à travers trois thématiques : participer, accompagner et connecter.

Par Stéphane Bortzmeyer, Gilles Braun, Éric Bruillard, Goundo Diawara, Olivier Ertzscheid, Camille Fée, Pierre-Yves Gosset, Hélène Mulot, Hélène Paumier, Serge Pouts-Lajus, Delphine Riccio, Élisabeth Schneider, Céline Thiery, Stéphanie de Vanssay, et les élèves Lola, Ilyès & Shana.

20 € – imprimé en France  
ISBN 978-2-37662-025-9  
<https://cfeditions.com>



9 782376 620259 >